



Assemblée générale

Soixante-quinzième session

51^e séance plénière

Jeudi 28 janvier 2021, à 10 heures
New York

Documents officiels

Président : M. Bozkir (Turquie)

La séance est ouverte à 10 h 5.

Point 115 de l'ordre du jour (suite)

Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation (A/75/1)

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie toutes les représentantes et tous les représentants de participer à la séance d'aujourd'hui. Le présent débat consacré au rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation (A/75/1) se tient au début de la nouvelle année, plutôt qu'en octobre, pour la deuxième fois seulement. Cette réforme permet aux États Membres de disposer d'assez de temps pour réfléchir au rapport et donne au Secrétaire général la possibilité de présenter ses priorités pour 2021.

Je remercie d'avance le Secrétaire général pour son exposé. Je sais que les membres attendent avec un intérêt particulier de l'entendre présenter son évaluation de l'année difficile qui vient de s'écouler, ainsi que ses ambitions et priorités pour 2021.

Au nom des États Membres, je remercie également le Secrétaire général de son rapport complet, qui détaille ce que l'Organisation fait jour après jour, à toute heure, dans le monde entier, pour aider à sauver des millions de vies ; pour porter assistance à plus de 80 millions de réfugiés et de déplacés ; pour permettre à 2 millions de femmes et de filles de surmonter les complications liées à la grossesse et à l'accouchement ; pour apporter et maintenir la paix et protéger les civils, grâce à plus de 40 missions politiques et quelque 95 000 soldats,

policiers et agents civils engagés dans le maintien de la paix ; pour fournir une assistance électorale à 60 pays chaque année ; et pour défendre les droits de l'homme, venir en aide aux victimes de la torture et demander des comptes aux auteurs de violations.

L'an dernier, nous avons célébré le soixante-quinzième anniversaire de la signature de la Charte des Nations Unies et, en cette occasion particulière, salué sous différentes formes les nombreuses réalisations de l'Organisation depuis sa création. Cette année, alors que nous sommes tournés vers notre avenir commun dans le cadre du relèvement après la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), il est clair que le monde a besoin d'encore plus de coopération mondiale, et non l'inverse.

Nous savons tous que la pandémie a mis en lumière les vulnérabilités existantes dans nos systèmes socioéconomiques et sanitaires mondiaux et nationaux, de même que les inégalités à grande échelle au sein des pays et entre eux, exacerbant ainsi les problèmes complexes auxquels nous nous heurtons sur les plans économique et humanitaire, en matière de sécurité et dans le domaine des droits humains. Ces problèmes appellent une réponse plus efficace, plus cohérente et plus opportune de la part du système des Nations Unies dans son ensemble.

En ces temps extrêmement éprouvants, l'Assemblée continue de travailler et de montrer la voie en tant que principale instance politique du monde, à l'appui des efforts des États Membres. Depuis le début de la

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>).



session et conformément à la pratique établie, nous avons tenu des réunions de coordination régulières avec le Secrétaire général et les Présidents du Conseil économique et social et du Conseil de sécurité, en vue d'améliorer la coordination à l'échelle du système des Nations Unies, pour décloisonner et rassembler les piliers de l'Organisation, afin de mieux faire face à nos difficultés collectives et de nous acquitter plus judicieusement de nos mandats respectifs.

En tant que Président de l'Assemblée générale, je suis prêt à continuer de travailler avec les Membres de l'ONU et le Secrétaire général pour promouvoir les efforts visant à revitaliser le multilatéralisme, à mettre en œuvre le programme de réforme qui est si nécessaire et à renforcer l'Organisation en remédiant à ses problèmes financiers et en améliorant son efficacité et sa responsabilité, de manière à concrétiser l'avenir que nous voulons et l'ONU qu'il nous faut.

Avant de poursuivre, comme je l'ai indiqué dans ma lettre datée du 22 janvier, le Secrétaire général va faire une déclaration afin de présenter ses priorités pour 2021, après quoi la séance sera suspendue pour céder la place à une réunion informelle où les représentants pourront poser des questions et formuler des observations.

JedonnemaintenantlaparoleauSecrétairegénéral.

Le Secrétaire général (*parle en anglais*) : *Annus horribilis* pour le monde entier, 2020 a été une année de mort, de désastre et de désespoir. La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a fait des ravages dans tous les pays et toutes les économies. Nous avons perdu 2 millions de vies, y compris des membres chers de notre famille des Nations Unies.

Le bilan humain continue de s'alourdir. Les coûts économiques continuent d'augmenter : 500 millions d'emplois perdus, l'extrême pauvreté revenue à des niveaux jamais vus depuis une génération, les inégalités qui se creusent et la faim de nouveau à la hausse.

Et les fragilités mondiales continuent d'être mises à nu.

Nous avons déclaré la guerre à la nature, et la nature riposte. La crise climatique fait rage. L'année dernière, les catastrophes naturelles ont causé 210 milliards de dollars de dommages et entraîné un coût humain incalculable. La biodiversité s'effondre.

Pendant ce temps, les tensions géopolitiques sapent nos efforts collectifs en faveur de la paix. Les besoins humanitaires se multiplient. Les déplacements

forcés ont atteint des niveaux record l'an dernier. Même le risque de prolifération nucléaire et chimique s'accroît.

Les droits humains régressent. Les discours de haine sont en plein essor. L'anarchie qui règne dans le cyberspace a ouvert une nouvelle voie pour la propagation du crime, de la violence, de la désinformation et des troubles. Et la COVID-19 a eu un impact particulièrement pernicieux sur les femmes et les filles du monde entier.

L'année 2020 nous a apporté tragédie et périls. En 2021, nous devons passer à la vitesse supérieure et remettre le monde sur la bonne voie. Nous devons passer de la mort à la santé, de la catastrophe à la reconstruction, du désespoir à l'espoir et de la stagnation à la transformation.

Jamais les objectifs de développement durable n'ont été plus importants qu'aujourd'hui. L'heure est venue de garantir le bien-être des personnes et la santé des économies, des sociétés et de notre planète. C'est en notre pouvoir. Nous devons y arriver. Ensemble.

La première priorité sur laquelle je veux insister pour 2021 est de faire face à la COVID-19. Les vaccins représentent le premier grand test moral. Ils doivent être considérés comme des biens publics mondiaux : ce sont les vaccins du peuple, qui doivent être disponibles pour toutes et tous, à un coût abordable.

Le Mécanisme COVAX pour un accès mondial aux vaccins a besoin de toute urgence de ressources supplémentaires pour acheter des doses de vaccins et les livrer aux pays à faible revenu et à revenu intermédiaire et pour poursuivre des activités de recherche et de développement essentielles. Je remercie les pays et les organisations qui soutiennent le Mécanisme COVAX, ainsi que l'Organisation mondiale de la Santé pour son leadership. Je salue la nouvelle mobilisation dont font preuve les principaux pays développés. Mais l'action mondiale est loin de suffire. Les vaccins sont rapidement acheminés vers une poignée de pays, alors que les pays les plus pauvres ne reçoivent pratiquement rien. La science réussit, mais la solidarité échoue. Les gouvernements ont certes la responsabilité de protéger leurs populations, mais il est impossible de triompher de la COVID-19 pays par pays.

Si on laisse le virus se propager dans le monde du Sud comme une traînée de poudre, il mutera inévitablement – il mute déjà –, deviendra plus contagieux, plus létal et, en fin de compte, plus résistant aux vaccins, et il finira par revenir hanter le monde du Nord.

De plus, des études récentes ont montré que la thésauroisation des vaccins pourrait coûter jusqu'à 9 200 milliards de dollars à l'économie mondiale, et que près de la moitié de ce coût se concentrerait sur les pays les plus riches. Ce chiffre est plus de 340 fois supérieur au déficit de financement de 27 milliards de dollars qui manque au Dispositif pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre la COVID-19. Dans un monde où certains ont des vaccins et d'autres pas, il n'y a qu'un seul vainqueur : le virus.

Aujourd'hui, je propose six mesures spécifiques : donner partout la priorité au personnel sanitaire et aux personnes les plus à risque ; protéger les systèmes de santé contre l'effondrement dans les pays les plus pauvres ; assurer un approvisionnement suffisant et une distribution équitable, notamment en demandant aux fabricants de donner la priorité à l'approvisionnement du Mécanisme COVAX ; partager les doses excédentaires avec le Mécanisme COVAX ; rendre les brevets plus largement disponibles pour augmenter la production ; renforcer la confiance dans les vaccins.

Notre initiative « Verified » vise à lutter contre l'infodémie, mais il n'y a pas de panacée face à une pandémie. Nous devons continuer à prendre les mesures scientifiquement prouvées qui réduisent la transmission : le port de masque, la distanciation physique et le lavage des mains. Il est en notre pouvoir de vaincre la COVID-19. Nous devons y arriver. Ensemble.

Deuxièmement, le monde ne pourra pas guérir du virus si les économies restent sous perfusion. Il faut orchestrer dès maintenant un relèvement inclusif et durable. Nous avons besoin d'investissements massifs dans les systèmes de santé, partout dans le monde : couverture sanitaire universelle, soins de santé mentale, protection sociale, travail décent et retour des enfants à l'école en toute sécurité.

Les pays en développement ont été privés des envois de fonds, des recettes du tourisme et des revenus des produits de base. Les pays plus riches mettent en œuvre des plans de relèvement et de relance qui se chiffrent en milliers de milliards de dollars. En revanche, les pays les plus pauvres ne peuvent dépenser que 2 % de leur faible produit intérieur brut.

Le relèvement doit être inclusif. Aucun pays ne devrait être contraint de choisir entre la fourniture de services de base et le service de sa dette.

Les réunions de haut niveau que j'ai convoquées l'année dernière avec les Premiers Ministres canadien et jamaïcain ont mis en relief la nécessité urgente de

rehausser radicalement le soutien financier. Il s'agit notamment d'agir en faveur d'un élargissement de l'Initiative de suspension du service de la dette du Groupe des Vingt (G20), de l'allègement de la dette pour tous les pays en développement et à revenu intermédiaire qui en ont besoin, d'un accroissement des ressources destinées aux institutions financières multilatérales et d'une nouvelle allocation de droits de tirage spéciaux au profit des pays en développement, ainsi que d'une réattribution volontaire des droits de tirage spéciaux non utilisés, étant donné que les liquidités sont indispensables pour éviter les défauts de paiement de la dette.

Il faut aussi que le relèvement soit durable, qu'il tire parti des énergies renouvelables et d'infrastructures vertes et résilientes. Faute de quoi, nous nous enfermerons dans des pratiques néfastes pour les décennies à venir.

Le Programme 2030 nous montre la voie à suivre. Il est en notre pouvoir d'enclencher un relèvement durable et inclusif. Nous devons y arriver. Ensemble.

Notre troisième priorité doit être par conséquent de faire la paix avec la nature. L'année 2021 est une année cruciale dans le domaine du climat et de la biodiversité.

Le mois dernier, j'ai demandé à tous les États Membres de déclarer l'état d'urgence climatique dans leur pays. Aujourd'hui, je demande à la communauté internationale de franchir cinq grandes étapes avant la vingt-sixième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP26), prévue en novembre.

Tout d'abord, continuons à bâtir la coalition mondiale qui a pour but de parvenir à la neutralité carbone d'ici à 2050. La coalition représente à ce jour 70 % de l'économie mondiale et 65 % des émissions mondiales de dioxyde de carbone. Cette année, faisons en sorte qu'elle couvre au moins 90 % des émissions.

Les pays du G20 et les principaux émetteurs doivent montrer la voie. Je demande à chaque ville, à chaque entreprise, à chaque institution financière d'adopter des plans concrets assortis d'échéances intermédiaires clairement définies, en vue de parvenir à la neutralité carbone d'ici à 2050. Les grands secteurs comme le transport maritime, l'aviation, l'industrie et l'agriculture doivent faire de même.

Deuxièmement, les gouvernements doivent présenter leurs contributions déterminées au niveau national pour réduire les émissions mondiales de 45 % d'ici à 2030 par rapport aux niveaux de 2010.

Troisièmement, nous avons besoin d'une avancée majeure en ce qui concerne l'adaptation, qui ne doit pas être la grande oubliée de l'action climatique. Il faudrait que les donateurs et les banques multilatérales de développement augmentent la part du financement de l'adaptation aux changements climatiques de 20 % à au moins 50 % d'ici à 2024.

Quatrièmement, tous les engagements financiers doivent être tenus. Les pays développés se sont engagés à mobiliser 100 milliards de dollars par an en faveur de l'action climatique dans les pays en développement. Ils doivent tenir leur promesse. En particulier, il faut que le Fonds vert pour le climat soit pleinement capitalisé.

Toutes les banques de développement doivent aligner leurs portefeuilles sur l'Accord de Paris et les objectifs de développement durable d'ici à 2024 et contribuer à mobiliser des financements et des investissements au moyen de garanties et de partenariats. Cela permettra de réorienter des milliards de dollars de flux financiers. L'initiative des Nations Unies « Net-Zero Asset Owner Alliance » et l'Alliance mondiale des investisseurs en faveur du développement durable jouent un rôle essentiel à cet égard.

Cinquièmement, il faut adopter des politiques réellement transformatrices. Il faut sans tarder fixer le prix du carbone, cesser de construire des centrales à charbon, faire disparaître le charbon dans les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques d'ici à 2030 et partout ailleurs d'ici à 2040, arrêter progressivement de financer les combustibles fossiles, en cessant tout d'abord d'investir dans le charbon à l'étranger, éliminer les subventions aux combustibles fossiles, asseoir l'impôt non plus sur le revenu mais sur le carbone et imposer non plus les contribuables mais les pollueurs, rendre obligatoire la divulgation des risques financiers liés aux changements climatiques, inscrire l'objectif de neutralité carbone dans toutes les politiques et décisions économiques et budgétaires et, enfin, promouvoir, financer et mettre en œuvre des plans de transition équitables.

Nous devons faire preuve d'une solidarité particulière à l'égard des petits États insulaires en développement. Certains sont menacés dans leur existence même – de notre vivant, leurs territoires pourraient

disparaître. Nous ne devons pas permettre que des États Membres périssent à cause d'un problème que nous avons le pouvoir de régler.

La COP26 qui se tiendra en novembre sera un moment de vérité pour l'action climatique. La quinzième réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique sera l'occasion d'enrayer l'extinction des espèces grâce à l'adoption d'un cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020. N'oublions pas que 75 % des maladies infectieuses humaines qui font leur apparition sont des zoonoses.

Cette année, le dialogue de haut niveau sur l'énergie devrait déboucher sur des solutions favorisant le passage aux énergies renouvelables et un meilleur accès à l'énergie. Alors que nous préparons la Conférence sur les océans qui se tiendra au Portugal, le monde doit accélérer son action pour mettre fin à la surpêche, réduire fortement la pollution, notamment la pollution plastique, et promouvoir l'économie bleue. Le Sommet sur les systèmes alimentaires et la Conférence mondiale sur les transports durables peuvent apporter des transformations dans ces domaines cruciaux.

L'année 2021 permettra également de progresser dans la mise en œuvre du Nouveau Programme pour les villes. Il est en notre pouvoir de nous réconcilier avec la nature. Nous devons y arriver. Ensemble.

La quatrième priorité est de combattre la propagation de la pauvreté et des inégalités. Pour plus de 70 % de la population mondiale, les écarts de richesses ne font que croître. Toutefois, la fortune n'est pas la seule mesure de l'inégalité. Selon votre genre, votre race, votre origine familiale et ethnique et, le cas échéant, votre situation de handicap, vous aurez dans la vie plus ou moins d'opportunités. Ces injustices se nourrissent les unes des autres, font que les gens n'ont plus confiance dans leurs gouvernants et leurs institutions, et elles se perpétuent de générations en générations.

La pandémie ne fait qu'aggraver la situation. Nous le voyons dans la façon dont la COVID-19 frappe les personnes vulnérables et marginalisées. Le rapport publié cette semaine par Oxfam a révélé qu'à lui seul, le montant des richesses accumulées par les 10 personnes les plus riches – tous des hommes – pendant la crise suffirait à empêcher quiconque de sombrer dans la pauvreté à cause du virus et à couvrir les coûts de vaccination contre la COVID-19, partout et pour tous.

J'appelle de nouveau chaque pays à forger en son sein un nouveau contrat social, qui offre à toutes et à tous des perspectives et une protection. L'éducation

et les technologies numériques doivent être les deux grands leviers de la réussite et de l'égalité. Il faut réformer les marchés du travail et combattre avec la plus grande énergie la corruption, les paradis fiscaux, le blanchiment d'argent et les flux financiers illicites.

Les sociétés doivent transformer leurs systèmes de soins. L'aide publique au développement reste une bouée de sauvetage. Le moment est venu de réparer les torts du passé et de remédier aux injustices structurelles qui caractérisent notre époque. Il est en notre pouvoir de réaliser la promesse de ne laisser personne de côté. Nous devons y arriver. Ensemble.

(l'orateur poursuit en français)

Les droits humains sont l'objet d'une attaque en règle. La cinquième priorité doit être de renverser cette tendance. Bien avant la pandémie, les droits humains étaient la cible d'assauts de plus en plus sérieux. L'état de droit était en péril, à cause de la fragilité des systèmes judiciaires. Des systèmes politiques répressifs portaient atteinte aux libertés fondamentales. Des crimes atroces restaient largement impunis. Les femmes, les filles, les minorités et les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transsexuelles et intersexuées (LGBTI) étaient confrontées à des discriminations et à des violences chroniques.

D'ailleurs, mon appel à l'action en faveur des droits humains, le Plan d'action pour la lutte contre les discours de haine et l'initiative pour la protection des sites religieux précèdent tous la COVID-19. Aujourd'hui, la pandémie a déclenché une nouvelle crise des droits humains. Les discours de haine se sont propagés. Certains États ont profité des mesures de confinement pour contrôler l'espace civique et le travail des journalistes et des défenseurs des droits humains. Et la maladie a un impact disproportionné sur les minorités, les personnes handicapées et celles et ceux qui vivent en marge de la société.

Je salue le nouvel élan de lutte pour la justice raciale que nous voyons aujourd'hui à travers le monde. Les inégalités raciales gangrènent les institutions, les structures sociales et notre quotidien. Nous devons faire front commun face à la montée du néonazisme et du suprématisme blanc. L'Organisation des Nations Unies ne baissera jamais les bras dans sa lutte contre le racisme et la discrimination. Il n'y a pas de place pour le racisme au sein de notre Organisation – et nous continuerons à tout faire pour l'éradiquer. Promouvoir et protéger pleinement tous les droits humains est possible. Nous devons en faire une réalité. Ensemble.

Une sixième priorité est la réalisation de l'égalité des genres, peut-être le plus grand défi qui soit en ce qui concerne les droits humains. La COVID-19 a mis en évidence ce que l'on ignore trop souvent. Les femmes sont des travailleuses essentielles qui font vivre les autres. Pourtant, elles sont plus affectées par les pertes d'emploi et ont été poussées dans la pauvreté en plus grand nombre. La pandémie a également engendré en parallèle une épidémie de violences contre les femmes : violences domestiques, violences en ligne, augmentation des mariages d'enfants et de l'exploitation sexuelle.

Dans le même temps, face à la COVID-19, les femmes ont fait montre de tout leur leadership. Les dirigeantes ont réussi à maintenir les taux de prévalence à des niveaux plus bas que leurs homologues masculins, et leurs pays sont en bonne voie de se relever. La liste des effets transformateurs lorsque les femmes participent sur un pied d'égalité est longue, et elle ne cesse de s'allonger. Davantage d'investissements dans la protection sociale. Une gouvernance plus transparente. Des processus de paix plus durables.

Le leadership et la représentation égale des femmes est la clef du changement dont nous avons besoin. Il est temps de changer les vieilles structures et d'abandonner les vieux modèles. Si l'économie formelle fonctionne, c'est seulement parce qu'elle est subventionnée par le travail de soins non-rémunéré des femmes. Les investissements dans l'économie des soins pourraient stimuler la croissance économique et favoriser le relèvement après la pandémie. Il est temps de prendre des mesures plus ambitieuses et ciblées pour en finir avec les approches et les attitudes qui privent les femmes de leurs droits. D'en finir avec les ajustements à la marge. L'égalité des genres est possible. Nous devons en faire une réalité. Ensemble.

(l'orateur reprend en anglais)

La septième priorité cette année est de remédier aux divergences géopolitiques et de trouver des terrains d'entente. Pour faire face aux menaces qui pèsent aujourd'hui sur la paix et la sécurité, il est indispensable de retrouver le bon sens. Nous avons besoin d'un Conseil de sécurité uni, et nous devons éviter qu'une grande fracture ne sépare le monde en deux. Pour cela, nous devons œuvrer à préserver une économie mondiale unifiée, à maintenir un seul Internet sûr et ouvert, à assurer la cybersécurité et à faire respecter le droit international et les règles acceptées et appliquées par tous. Tout dysfonctionnement dans les relations entre grandes puissances ouvre une brèche dont peuvent profiter les agitateurs. Et

les agitateurs travaillent à déclencher et entretenir les conflits. Il est impossible de régler les problèmes les plus grands si les pays les plus puissants s'opposent.

Dès le début de la pandémie, j'ai appelé à un cessez-le-feu mondial afin que nous concentrions nos forces à combattre l'ennemi commun à tous les pays de la planète. Nous avons vu poindre çà et là des signes encourageants et un nouveau souffle est venu animer certains processus de paix fragiles. En divers endroits de la planète, des cessez-le-feu sont parvenus à se maintenir et les hostilités ont plus ou moins cessé : en Libye, en Ukraine, en Syrie, au Soudan, dans le Haut-Karabakh et au Soudan du Sud. Ailleurs, toutefois, les combats se poursuivent et on a vu apparaître de nouveaux conflits.

S'agissant du Yémen, qui est au bord de la famine, j'appelle de nouveau à un cessez-le-feu national, à l'adoption de mesures de confiance sur les plans économique et humanitaire et à la reprise d'un processus politique inclusif. S'agissant de la République centrafricaine, je condamne l'augmentation des violences dont sont responsables les groupes armés et invite les autorités nouvellement élues à poursuivre un dialogue pacifique et inclusif et à oeuvrer à la réconciliation nationale. Au Mali, les attaques de groupes extrémistes, les atteintes aux droits humains et les violences intercommunautaires se poursuivent, alors même qu'une action difficile est engagée pour restaurer l'ordre constitutionnel et mettre en œuvre l'accord de paix. En Afghanistan, la violence ne connaît par de trêve, même si les négociations de paix font entrevoir une chance de mettre fin à des décennies de conflit.

Aucun de ces conflits ne saurait être réglé par la voie militaire. Je demande à tous les États Membres de faire pression sur toutes les parties concernées pour mettre fin à ces guerres insensées. Les médiatrices et médiateurs onusiens et les missions politiques des Nations Unies continuent d'explorer toutes les possibilités.

L'année 2021 doit également être l'année au cours de laquelle nous relancerons le processus de paix au Moyen-Orient et créerons les conditions pour la concrétisation de la solution des deux États.

Au Sahel, dans le bassin du lac Tchad, en République démocratique du Congo et au Mozambique, nous voyons le terrorisme se répandre, faute de dispositifs de sécurité efficaces et parce que les moyens manquent pour s'attaquer aux causes économiques, climatiques et sociales du phénomène.

Il est temps de reconnaître que les opérations de paix et les opérations antiterroristes menées par l'Union africaine devraient être placées par le Conseil de sécurité

sous le Chapitre VII et financées comme il le faut et de façon prévisible, y compris au moyen de contributions obligatoires.

Nos opérations de maintien de la paix s'emploient tout entières à protéger les civils dans les situations instables et apportent un appui crucial aux processus de paix. Elles interviennent toutefois de plus en plus souvent dans des zones où il n'y a nulle paix à maintenir. Depuis le début de l'année, neuf soldats de la paix ont déjà été tués au cours de violences.

Nous devons nous assurer que toutes les missions de maintien de la paix et chaque Casque bleu disposent de toutes les ressources et de tout le matériel dont ils ont besoin pour accomplir leurs tâches. Nous continuerons à mettre en œuvre les réformes de l'initiative Action pour le maintien de la paix.

Nous avons besoin d'un cessez-le-feu mondial mais nous devons aussi redoubler d'efforts pour empêcher que n'éclatent de nouvelles crises. L'unité et la paix sont en notre pouvoir. Nous devons y arriver. Ensemble.

(l'orateur poursuit en français)

La huitième priorité est de remettre sur pied le régime de désarmement et de non-prolifération nucléaires, qui connaît une véritable érosion. Vendredi dernier, le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires est entré en vigueur. J'appelle tous les États à soutenir l'objectif de ce traité. Malgré ce développement, nous devrions tous être alarmés par la détérioration des relations entre États dotés d'armes nucléaires. J'exhorte ces États à trouver un terrain d'entente lors de la conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires qui aura lieu cette année.

Je me félicite que les États-Unis et la Fédération de Russie aient décidé de prolonger le Traité New START pour une durée de cinq ans, le maximum prévu, laissant ainsi le temps de négocier de nouvelles réductions. Un monde sans armes nucléaires est possible. Nous devons en faire une réalité. Ensemble.

Une neuvième priorité est de tirer parti des possibilités offertes par les technologies numériques tout en nous prémunissant des dangers de plus en plus grands qu'elles présentent. Pendant la pandémie, les technologies numériques ont permis aux sociétés de fonctionner et à l'humanité de rester connectée. Mais la pandémie a également mis en évidence l'écart immense dans l'accès à ces outils, et notamment l'existence de vastes disparités entre les femmes et les hommes. La fracture numérique n'est toujours pas réduite. Notre objectif est que tout le

monde, partout, dispose d'un accès abordable, stable et sûr à Internet d'ici à 2030, et que toutes les écoles soient connectées le plus tôt possible.

Nous devons renforcer la cybersécurité et promouvoir l'adoption de comportements responsables dans ce domaine. Nous devons établir un « cessez-le-feu » dans le cyberspace, notamment pour mettre fin aux cyberattaques visant des infrastructures importantes. Nous devons nous attaquer au problème de la propagation de la haine, de l'exploitation et de la désinformation en ligne.

Et nous devons régler la question de l'utilisation de nos données. Une partie importante des informations recueillies est utilisée, c'est vrai, à des fins positives. Mais il y a une demande croissante pour que nous ayons tous notre mot à dire sur la façon dont les données sont utilisées, notamment quand elles le sont pour influencer ou contrôler nos comportements. La manière dont les gouvernements peuvent exploiter les données pour violer les droits humains des personnes ou de groupes discriminés est aussi de plus en plus préoccupante. Nous devons réunir toutes les parties prenantes pour examiner ces pratiques et ces modèles d'exploitation et convenir d'une voie qui ne porte pas atteinte à la vie privée ou la dignité de chacun.

Il faut à cet égard poursuivre les efforts qui ont été engagés avec tous les acteurs pour définir des normes internationales et des régimes fiscaux appropriés. L'essor rapide de l'intelligence artificielle rend d'autant plus pressante cette question de la gestion des données. L'intelligence artificielle est porteuse d'immenses promesses. Mais des données biaisées peuvent conduire à des biais dangereux dans son application. Et les êtres humains doivent rester maîtres de la situation.

Je continue d'appeler à une interdiction des armes létales autonomes. L'an dernier, j'ai lancé un Plan d'action de coopération numérique. Dans l'année à venir, je continuerai à tout mettre en œuvre pour le faire appliquer, et notamment par le renforcement du Forum sur la gouvernance d'Internet. Je salue l'intention du Président de l'Assemblée générale d'organiser un débat sur la coopération numérique en avril. Un avenir numérique ouvert, libre et sûr est possible. Nous devons en faire une réalité. Ensemble.

(l'orateur reprend en anglais)

Notre dixième priorité doit être de procéder à une réinitialisation pour le XXI^e siècle. Il nous faut renforcer et repenser de fond en comble notre gouvernance des biens communs mondiaux essentiels que sont non

seulement la santé publique, mais aussi la paix et notre milieu naturel. L'Assemblée générale a reconnu que nous étions à un véritable tournant.

Dans la Déclaration faite à l'occasion de la célébration du soixante-quinzième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies (résolution 75/1), les États Membres m'ont demandé de présenter des recommandations pour faire avancer notre programme commun. Fort du résultat des consultations mondiales tenues l'an dernier à la faveur de la campagne ONU75, je me suis engagé dans un processus de réflexion profonde. Face aux difficultés que nous rencontrerons, il est clair à mon avis que nous devons pouvoir compter sur un multilatéralisme plus inclusif, en réseau.

J'ai également appelé de mes vœux une nouvelle donne mondiale entre les pays pour qu'un partage plus large et plus équitable du pouvoir, des profits et des possibilités soit possible. Les pays en développement doivent avoir davantage voix au chapitre dans la prise de décisions au niveau mondial. Les jeunes ont aussi leur place à la table des négociations – ils doivent pouvoir édifier leur propre avenir, plutôt que de subir les décisions de leurs aînés qui, soyons honnêtes, les ont laissés tomber à bien des égards. Le rapport que je présenterai au mois de septembre devrait être vu comme le début de cette réinitialisation. Il est en notre pouvoir de renforcer la gouvernance mondiale pour fournir des biens publics mondiaux. Nous devons y arriver. Ensemble.

Avec l'appui des États Membres, nous avons entrepris des actions importantes pour renforcer l'ONU. La pandémie a été le premier grand test des réformes engagées. Je remercie les Membres des observations dont ils nous ont fait part et qui indiquent que ces réformes ont permis d'améliorer nos travaux. Je suis déterminé à poursuivre ces efforts. L'occasion nous en a été donnée dans les circonstances les plus malheureuses qui soient. Toutefois les crises favorisent le changement. Nous pouvons passer d'une *annus horribilis* à une *annus possibilitatis* – une année de possibilités et d'espoir. Il est en notre pouvoir de bâtir le monde que nous voulons. Nous devons y arriver. Ensemble.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie le Secrétaire général de sa déclaration.

Comme indiqué plus tôt, je vais maintenant suspendre la séance pour passer à une séance informelle de questions-réponses. La séance officielle reprendra ensuite pour permettre aux délégations de faire des déclarations au titre du point 115 de l'ordre du jour.

La séance est suspendue à 13 heures.